



Evaluations au CP

Les enfants au bachot ?

Trop longs, mal adaptés, potentiellement sources de confusion ou de stress... Les exercices mis en place par le nouveau ministre de l'Éducation nationale afin d'évaluer le niveau des élèves entrant en primaire sont critiqués, davantage sur la forme que sur le principe, par les syndicats d'enseignants.

Par
KIM HULLOT-GUIOT
 Illustration **JAMES ALBON**

Ces jours-ci, les élèves de CP d'Anaïs (1), professeure des écoles dans une ville moyenne de la banlieue Sud de Paris, passent les évaluations en français et en maths voulues par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. «*Il est très important d'avoir une culture de l'évaluation constructive pour nos élèves*», avait insisté ce dernier, le 29 août. De quoi se placer en opposition avec le quinquennat précédent, quand Vincent Peillon avait supprimé dès 2013 les évaluations au CE1 et au CM2, mises en place en 2009 et peu populaires auprès

de la communauté éducative. Officiellement, les évaluations au CP doivent permettre aux enseignants de repérer les difficultés des 750 000 nouveaux entrants à l'école élémentaire, afin d'affiner leurs pratiques pédagogiques en fonction de leur niveau. En français, quatorze exercices sont réalisés en quatre séquences de vingt minutes. En maths, ce sont neuf exercices, en trois séquences de dix minutes. Mais les livrets d'évaluation, envoyés ces derniers jours dans certaines écoles tandis que d'autres ne les ont pas encore reçus, ne sont pas toujours bien compris par les élèves.

«OUTIL INVALIDE»

Beaucoup d'enseignants interrogés

par *Libération* expriment des critiques, d'abord sur la forme. «*Les consignes de passation ne sont pas simples pour tous... Parfois les élèves confondent les exercices*», déplore Anaïs, qui n'est pourtant pas opposée au principe: «*Ça nous donne une base.*» Il arrive aussi que l'on passe d'une consigne où il faut barrer les réponses à une autre où il est demandé de les entourer. Pas simple, quand on a tout juste deux semaines d'école élémentaire derrière soi. Selon Françoise Popineau, la secrétaire générale du Syndicat national des instituteurs et professeurs des écoles (Snuipp-FSU), premier syndicat du primaire, «*c'est assez peu adapté à un enfant de 6 ans. C'est présenté sur une grande page avec quatre exercices. Or, à cet âge, on a des problèmes de repérage et on a normalement deux exercices maximum par page. L'usage du crayon de papier n'est pas très adapté non plus.*»

Marion, elle, enseigne dans une école de la rive droite de Paris: «*J'ai commencé à faire passer les évaluations en mathématiques, et c'est très compliqué pour eux de se repérer sur le fichier!*» Même remarque du secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-Unsa), Stéphane Crochet: «*Les exercices ne sont pas très solides, les dessins sont source d'erreur et d'interprétation... Les élèves ont plusieurs raisons de se tromper.*» Sur la forme, donc, le scepticisme règne. Sur le fond aussi: le choix des



compétences évaluées interroge Francette Popineau. *«Il y a un problème sur la compréhension de l'écrit. Les exercices ne comprennent qu'un seul item: la compréhension de ce qu'on lit. Or c'est là qu'il y a le plus de difficultés»*, par rapport au «simple» déchiffrage. Dans une tribune publiée sur le site le Café pédagogique, le président du département de psychologie de l'université de Genève, Edouard Gentaz, et la directrice de recherche au CNRS Liliane Sprenger-Charolles partagent cette interrogation sur *«la pertinence du contenu des épreuves»*. Et relèvent un problème méthodologique de ces évaluations, qu'ils qualifient d'*«outil invalide»*: sans *«repère statistique»* pour comparer les résultats de leurs élèves à la façon dont se comportent *«normalement»* les enfants de ce niveau scolaire en France», difficile pour les enseignants, notamment les plus jeunes, de *«repérer les capacités déficitaires qui doivent être travaillées en priorité»*. En d'autres termes, évaluer, d'accord, mais par rapport à quoi? Selon l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, les évaluations au début du CE1 et de la 6^e, lancées par Lionel Jospin à la fin des années 80, permettaient effectivement aux enseignants d'estimer comment s'en sortaient leurs élèves *«par rapport à la moyenne»*. Trente ans plus tard, les évaluations au CP n'incluent pas de tel outil.

Face aux critiques, le ministère a lâché un peu de lest. Le directeur général de l'enseignement scolaire, Jean Marc Huart, a adressé un courrier aux enseignants par lequel il les autorise à adapter les conditions de passation (durée, possibilité de ne pas faire l'intégralité des exercices...). Il annonce aussi qu'un *«nouveau protocole»* d'évaluation sera mis en place l'an prochain. Cela devient presque une rengaine depuis l'arrivée rue de Grenelle de Jean-Michel Blanquer: le ministre annonce un dispositif, puis les syndicats d'enseignants, qui n'en critiquent pas forcément le principe, s'agacent de l'absence de concertation pour la mise en œuvre dudit dispositif. Ces évaluations au début du CP ne dérogent pas à la règle. Pierre Favre, ancien directeur d'une

école rurale de l'Ain et président du Syndicat national des écoles (SNE), minoritaire, résume: *«Le principe d'évaluer les élèves est un bon principe. Là où le bât blesse, c'est que la version qui nous arrive à la rentrée demande des moyens considérables. Ce sera compliqué de se débrouiller, nous aurions souhaité une méthode plus simple.»*

«RAJOUTER DU STRESS»

Son collègue alsacien du Syndicat général de l'Education nationale (Sgen-CFDT) Adrien Ettwiller ne dit pas autre chose: *«Ces évaluations ont été décidées tardivement et imposées début septembre alors que les collègues avaient préparé leurs propres évaluations. Pour un ministre qui n'a que les mots "autonomie" et "confiance" à la bouche, c'est bien peu respectueux de l'autonomie des collègues!»* Même les parents d'élèves, qui seront informés des résultats de leurs enfants, sont d'accord: *«Les enseignants font déjà [des évaluations] quand l'année commence, pour mieux connaître leur classe. Nous ne comprenons pas l'utilité d'évaluations supplémentaires, qui arrivent tôt, dans une année cruciale pour les élèves... Ça va plutôt rajouter du stress»*, estime la présidente de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), Liliana Moyano. Adrien Ettwiller abonde: *«Les élèves pour qui ça va ou qui sont dans un milieu social rassurant verront juste ça comme un moment à passer. Mais les plus fragiles peuvent ressentir une pression sociale.»*

Une autre interrogation des enseignants porte sur la finalité réelle de ces évaluations. Selon le site du ministère, elles répondent *«à deux objectifs: fournir aux professeurs des outils pour adapter leurs pratiques [...] et doter les inspecteurs [qui doivent recevoir les résultats anonymés mi-octobre] d'indicateurs permettant de mieux appréhender la situation pédagogique des écoles de leur circonscription et ainsi de mieux accompagner les enseignants»*. C'est dans cette remontée aux inspecteurs que les inquiétudes se logent. D'autant que des rapports du Haut Conseil de l'Education pointent l'importance de ne pas mélanger les objectifs quand on évalue.

Dans un bilan publié en 2011, l'organisme écrivait ainsi: *«Il n'est pas de bonne méthode de confondre deux types d'évaluation: d'une part les évaluations dans la classe dont l'enseignant a régulièrement besoin pour adapter son enseignement en fonction des acquis des élèves, d'autre part une évaluation nationale destinée au pilotage du système éducatif.»* Les évaluations voulues par Blanquer ont beau ne remonter qu'à l'échelle de la circonscription et non à l'échelle nationale, l'avertissement reste valable. Pour Adrien Ettwiller, *«évaluer au service des apprentissages, très bien, c'est déjà le travail ordinaire des collègues, mais évaluer au service du pilotage éducatif, ce sont des objectifs qui vont mal ensemble. La manière d'évaluer dépend aussi de la manière dont les choses ont été enseignées, il peut y avoir des biais très importants»* entre les différentes classes selon les méthodes employées par les enseignants.

«PESER SUR LA MATERNELLE»

«Ces évaluations peuvent être prises comme une évaluation cachée de la maternelle, relève Claude Lelièvre. Avec tout le passé et le passif [de Blanquer, ancien directeur général de l'enseignement scolaire sous Xavier Darcos], il y a de quoi s'interroger. Sous prétexte d'évaluation et de diagnostic, on vise en réalité une sorte de bilan pour peser de façon indirecte et technocratique sur l'école maternelle.» Un soupçon partagé par l'Association française des enseignants de français (Afef), qui y voit une façon de renvoyer *«les enseignants de maternelle à la responsabilité des difficultés des élèves: ils n'avaient qu'à appliquer la bonne méthode»*. *«L'attaque est perfide face au programme [de maternelle]: en cibler et mettre en exergue quelques points dénie la validité d'ensemble d'un programme récent, appliqué depuis la rentrée 2015»*, écrivent ses dirigeantes dans une tribune.

Le ministère assure qu'aucune remontée nationale n'aura lieu. Il ne pourrait donc pas se servir des résultats pour remettre en cause les programmes de 2015. Mais les syndicats enseignants partagent une crainte: que la grande section de

maternelle devienne l'antichambre du CP, où l'on ferait bachoter les élèves sur les points évalués à leur entrée à l'école élémentaire. ◆

(1) Les prénoms des enseignantes que nous avons interviewés ont été modifiés.



«Les élèves pour qui ça va ou qui sont dans un milieu social rassurant le verront juste comme un moment à passer. Mais les plus fragiles peuvent ressentir une pression sociale.»

Adrien Ettwiller secrétaire national Sgen-CFDT